

12 Obligations sociales

VENDREDI 1^{er} SEPTEMBRE 2017

Tous employeurs :

► Entrée vigueur de la nouvelle hausse de la fraction absolument insaisissable du salaire, désormais fixée à 545,48 € (272,74 € à Mayotte) (V. D.O Actualité 19/2017, n° 11, § 1).

Remarque : On relèvera par ailleurs qu'en matière de travail dominical, la période transitoire au cours de laquelle les accords collectifs et les décisions unilatérales de l'employeur, fixant notamment les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical, conclus ou prises avant le 8 août 2015 demeurent applicables dans les établissements situés dans les anciens PUCE (désormais intégrés dans les nouvelles zones commerciales) (V. L. n° 2015-990, 6 août 2015, art. 257, I et II (loi Macron) : V. D.O Actualité 38/2015, n° 14, § 13) arrive en principe à échéance le 1^{er} septembre 2017 (1^{er} jour du 24^e mois suivant la publication de la loi Macron du 6 août 2015). Toutefois, le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures pour le renforcement du dialogue social prévoit d'autoriser le Gouvernement à proroger cette période transitoire par ordonnances (Art. 7. – V. D.O Actualité 26/2017, n° 1, § 21).

On rappelle également que tout accord collectif signé pendant cette période dans les conditions conformes aux nouvelles exigences légales issues de la loi Macron du 6 août 2015 se substitue dès signature à la décision unilatérale antérieure.

MARDI 5 SEPTEMBRE 2017

Employeurs occupant 50 salariés et plus versant les salaires du mois au cours de ce même mois :

► Paiement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois d'août.

► Date limite de transmission de la déclaration sociale nominative (DSN) relative aux rémunérations versées au cours du mois d'août.

La déclaration relative aux rémunérations versées au cours d'un mois est en effet adressée au plus tard le 5 du mois civil suivant lorsque les cotisations de sécurité sociale sont acquittées mensuellement à cette date (CSS, art. R. 133-4, I). Elle l'est le 15 du mois civil suivant dans les autres cas.

Par ailleurs, sur l'harmonisation des échéances de paiement des cotisations et contributions sociales avec celles prévues pour la transmission de la DSN : V. D.O Actualité 3/2017, n° 16, § 1.

Remarque : On rappelle que la DSN est généralisée à la totalité des employeurs relevant du régime général et du régime agricole depuis les paies d'avril 2017 (échéances des 5 ou 15 mai 2017).

On rappelle que sont tenus de transmettre des DSN depuis la paie de janvier 2017 (échéances des 5 ou 15 février 2017. – V. D.O Actualité 20/2016, n° 10, § 1 ; V. D.O Actualité 26/2016, n° 5, § 1) :

– l'ensemble des employeurs relevant du régime général, qu'ils recourent ou non à un tiers-déclarant ;
– l'ensemble des employeurs agricoles recourant à un tiers-déclarant ;

– et les employeurs agricoles procédant eux-mêmes à leurs déclarations sociales dont le montant de cotisations et contributions sociales acquitté au titre des paies versées en 2014 est égal ou supérieur à 3 000 €.

Les autres employeurs agricoles procédant eux-mêmes à leurs déclarations sociales sont tenus de recourir à la DSN depuis la paie d'avril 2017 (échéances des 5 ou 15 mai) ; les DSN des employeurs agricoles sont transmises à la MSA (en dernier lieu, V. D.O Actualité 14/2017, n° 9, § 1).

On rappelle toutefois que cette obligation ne s'applique pas aux employeurs qui ont recours à des titres simplifiés (TESE, TESA, etc.). En outre, les entreprises dont les salariés relèvent de régimes spéciaux font l'objet d'un calendrier de déploiement spécifique de la DSN, qui ne sera généralisée qu'au 1^{er} janvier 2020 au plus tard. Rappelons enfin que seules les DSN au format phase 3 sont désormais admises (toutefois, sur les derniers assouplissements prévus par le GIP-MDS, V. D.O Actualité 18/2017, n° 8, § 1).

Sur les points de vigilance relevés par l'URSSAF dans le cadre de la transmission de la DSN, V. D.O Actualité 9/2017, n° 13, § 1 ; V. D.O Actualité 14/2017, n° 9, § 2.

Remarque : Les intérimaires sont déclarés en DSN par les entreprises de travail temporaire (ETT) et non par les entreprises utilisatrices. Les ETT procèdent également, par ce moyen, à la transmission du relevé mensuel des contrats de travail temporaires (auparavant à réaliser le 19 du mois suivant au plus tard).

Employeurs occupant 50 salariés et plus versant les salaires du mois entre le 21 et la fin du mois suivant :

► Paiement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois de juillet.

Remarque : En 2017, les cotisations et contributions sociales dues par ces employeurs ne sont exigibles que le 5 du mois M+2 ; les cotisations et contributions dues au titre des salaires du mois d'août ne seront donc exigibles que le 5 octobre 2017 (V. D.O Actualité 3/2017, n° 16, § 1).

Travailleurs indépendants :

► Paiement par prélèvement de la fraction mensuelle des cotisations provisionnelles exigibles.

Le travailleur indépendant a le choix de la date d'exigibilité de ses prélèvements mensuels, soit le 5, soit le 20 de chaque mois.

VENDREDI 8 SEPTEMBRE 2017

Employeurs occupant 50 salariés et plus non soumis à la DSN :

► Envoi (DARES) du relevé des contrats de travail conclus ou résiliés en août.

Rappelons que la DSN permet de procéder à la déclaration des mouvements de main-d'œuvre (DMMO) ou à l'enquête trimestrielle sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO) et d'établir l'attestation employeur pour les fins de contrats de travail (sur les échéances de transmission de la DSN : voir les échéances du 5 ou du 15 du mois en cours).

VENDREDI 15 SEPTEMBRE 2017

Employeurs occupant plus de 9 et moins de 50 salariés (et employeurs de 9 salariés au plus ayant opté pour le paiement mensuel), versant les salaires du mois au cours de ce même mois ou dans les 10 premiers jours du mois suivant :

► Paiement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois d'août.

On rappelle que les employeurs de plus de 9 et moins de 11 salariés peuvent opter pour le paiement trimestriel des cotisations.

► Date limite de transmission de la DSN relative aux rémunérations versées au cours du mois d'août.

Sur les employeurs concernés et le format de la DSN à transmettre, voir l'échéance du 5 du mois en cours.

Employeurs occupant entre 11 et moins de 50 salariés versant les salaires du mois après le 10 du mois suivant :

► Paiement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois de juillet.

► Date limite de transmission de la DSN relative aux rémunérations versées au cours du mois d'août.

Sur les employeurs concernés et le format de la DSN à transmettre, voir l'échéance du 5 du mois en cours.

Employeurs occupant 50 salariés et plus versant les salaires du mois dans les 20 premiers jours du mois suivant :

► Paiement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois d'août.

Remarque : Les employeurs de 50 salariés et plus versant les salaires du mois entre le 11 et le 20 du mois suivant (dont les cotisations n'étaient auparavant exigibles que le 25 du mois suivant) bénéficient toutefois, en 2017, d'une tolérance de l'URSSAF leur permettant de verser les cotisations et contributions sociales le 20 du mois suivant (V. D.O Actualité 3/2017, n° 16, § 1).

► Date limite de transmission de la DSN relative aux rémunérations versées au cours du mois d'août.

Sur les employeurs concernés et le format de la DSN à transmettre, voir l'échéance du 5 du mois en cours.

Employeurs occupant 50 salariés et plus versant les salaires du mois entre le 21 et la fin du mois suivant :

► Date limite de transmission de la DSN relative aux rémunérations versées au cours du mois d'août.

Sur les employeurs concernés et le format de la DSN à transmettre, voir l'échéance du 5 du mois en cours.

Remarque : En 2017, les cotisations et contributions sociales dues par ces employeurs ne sont exigibles que le 5 du mois M+2 ; les cotisations et contributions dues au titre des salaires du mois d'août ne seront donc exigibles que le 5 octobre 2017 (V. D.O Actualité 3/2017, n° 16, § 1).

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2017

Employeurs occupant 50 salariés et plus versant les salaires du mois entre le 11 et le 20 du mois suivant :

► Paiement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois d'août (par tolérance de l'URSSAF en 2017).

Remarque : Si ces employeurs sont en principe désormais tenus de verser les cotisations et contributions sociales dues à la date d'exigibilité de la DSN (soit le 15 du mois suivant, au lieu du 25 du mois suivant auparavant), ils bénéficient toutefois, en 2017, d'une

tolérance de l'URSSAF leur permettant de verser les cotisations et contributions dues pour le 20 du mois suivant (V. D.O Actualité 3/2017, n° 16, § 1).

Travailleurs indépendants :

► Paiement par prélèvement de la fraction mensuelle des cotisations provisionnelles exigibles.

Le travailleur indépendant a le choix de la date d'exigibilité de ses prélèvements mensuels, soit le 5, soit le 20 de chaque mois.

SAMEDI 30 SEPTEMBRE 2017

Lorsque la date limite tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, certains organismes sociaux peuvent accorder un report de délai jusqu'au jour ouvrable suivant.

Tous employeurs :

► Date limite de modification des déclarations d'exposition aux facteurs de pénibilité relatives à l'année 2016, en cas d'erreur de facteur ou d'erreur sur le principe même de l'exposition.

On rappelle que la date de cette déclaration modificative, en principe fixée au 5 ou 15 avril de l'année suivant l'exposition (selon l'échéance applicable à l'employeur), a été exceptionnellement reportée au 30 septembre 2017 (10 octobre 2017 pour les employeurs agricoles) s'agissant des expositions aux facteurs de pénibilité relatives à l'année 2016 (V. D.O Actualité 28/2016, n° 10, § 16 ; V. D.O Actualité 25/2016, n° 7, § 20).

Micro-entrepreneurs :

► Déclaration du chiffre d'affaires réalisé au titre du mois d'août par les micro-entrepreneurs soumis au régime micro-social ayant opté pour la déclaration mensuelle, et paiement des cotisations y afférentes.

DATE VARIABLE

Employeurs non soumis à la DSN :

► Envoi (Pôle emploi) d'un exemplaire des attestations d'assurance chômage (attestation Pôle emploi) délivrées à l'occasion de toute rupture d'un contrat de travail (Centre de traitement, B.P. 80069, 77213 AVON Cedex).

Cette obligation ne s'impose pas aux entreprises de travail temporaire.

Les employeurs recourant à la DSN procèdent à la transmission des attestations d'employeurs destinées à Pôle emploi via cette déclaration, par l'émission d'un signalement de fin de contrat de travail à délivrer normalement dans les 5 jours ouvrés suivant la fin du contrat : voir l'échéance du 5 du mois en cours. ■